

PREFECTURE DES BOUCHES DU RHÔNE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES **ET DE LA MER**

Service Eau et Risques – Unité Risques Naturels et Technologiques

ENQUETE PUBLIQUE

**Projet d'établissement du Plan Particulier des
Risques Inondation (PPRI) par débordement de
l'Arc**

COMMUNE de CABRIES

PROCES-VERBAL DE SYNTHESE DES OBSERVATIONS DU PUBLIC

Jacques OGUER, commissaire-enquêteur
désigné par la décision n° E21000123/13, en date du 01 décembre 2021,
du Tribunal administratif de MARSEILLE (13)

Établi en application de l'article R123-18 du Code de l'Environnement, le présent procès-verbal mentionne les observations portées sur le registre d'enquête et/ou adressées par courrier au Commissaire-Enquêteur à la mairie de CABRIES, siège de l'enquête, par les voies informatiques visées à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 13 décembre 2021, à savoir l'adresse mail « ppricabries@registredemat.fr » ou le registre dématérialisé ouvert sur le site Internet « www.registredemat.fr/ppricabries ».

En préambule, il est indiqué que le public a été relativement présent à ce rendez-vous pour s'informer d'un plan majeur de prévention des risques inondation sur la commune de CABRIES et apporter ses observations lors des permanences du commissaire-enquêteur.

Par ailleurs, il faut souligner que le registre dématérialisé a été **visité à 117 reprises, visionné 84 fois, téléchargé 86 fois**, ce qui correspond à un intérêt important du public à ce projet PPRI.

I – RELEVÉ DES OBSERVATIONS DU PUBLIC

Le décompte des observations s'établit comme suit :

- sur le registre d'enquête : **19 dont 16 nécessitant une réponse DDTM 13**
- par voie postale : **0**
- par adresse mail : **0**
- sur registre dématérialisé : **04 dont 3 nécessitant une réponse DDTM 13**

Observations du commissaire-enquêteur : sur les dix-neuf observations portées au registre d'enquête, seules seize nécessitent une réponse de la DDTM13. Sur les quatre observations portées sur le registre numérique, une seule nécessite une réponse, deux faisant double emploi avec le registre d'enquête ([REDACTED]) et une déposée initialement incomplète puis intégralement ensuite ([REDACTED])

II – DÉTAIL DES OBSERVATIONS DÉPOSÉES PAR LE PUBLIC

21 - Observations portées sur le registre d'enquête.

OB/1 - [REDACTED] à CABRIES

Propriétaire de la parcelle MB305, demande que cette dernière passe de ZZPU (UB du PLU) en AZU comme la parcelle contiguë à la sienne (BM54) sur le projet du PPRI. Elle indique que le changement de classement prévu dans le PPRI a entraîné l'annulation de la vente de sa maison.

Demande également que l'art R111-2 soit appliqué avec le contrôle de l'arrêt 412429 du Conseil d'Etat et dépose plusieurs copies d'échanges de courriers.

OB/3- [REDACTED] à CABRIES

Propriétaire des parcelles CA 241/243/244/245 pour une surface de 6283 M2 en zone UR du PLU. Un permis de construire a été attribué pour sa fille en 2008 sur une parcelle classée en aléa modéré (jaune), mais non mis œuvre pour des raisons de santé.

Dans le projet de PPRI, il est prévu un déclassement en zone rouge sur la nouvelle carte de zonage alors que les parcelles mitoyennes à la sienne n'ont pas été impactées. Il ne comprend pas cette situation car situé au pied du village en UR. Il demande un réexamen de ce classement.

OB/4 - [REDACTED] à CABRIES

Sa parcelle BD 26, de 4987 m2, est divisée en 2 zones par l'ancien PPRI (jaune et violette) Le projet de PPRI prévoit un déclassement en zones rouge et violette.

Elle ne comprend pas cette situation, le Grand Vallat étant situé à plus de 900 mètres de sa propriété. Aucune inondation constatée depuis 24 ans et la crue de 1993, crue de référence, n'a entraîné aucun débordement dans le village de CABRIES mais uniquement dans celui de CALLAS.

Elle précise que des études hydrologiques et pédologiques ont été réalisés par 2 cabinets, à titre privé, à la demande d'un riverain de l'avenue Mirabel. Ils valident la zone en aléa faible, voire modéré.

Elle demande un classement de sa parcelle en zone UR (emprise au sol 10%).

OB/5 - [REDACTED] à CABRIES

Il est propriétaire de la parcelle BD 24 d'une surface de 4702 m2, divisée en 2 zones (jaune et violette). Le projet de PPRI prévoit un déclassement en rouge et violette.

Le Grand Vallat étant situé à plus de 900 mètres de sa propriété, il ne comprend pas cette situation, d'autant plus que la partie de son terrain classée maintenant inconstructible jouxte celui d'un voisin, plus bas que le sien, qui vient d'obtenir l'accord pour la construction de 2 maisons.

Il précise que des études hydrologiques et pédologiques ont été réalisés par 2 cabinets, à titre privé, à la demande d'un riverain de l'avenue Mirabel. Ils valident la zone en aléa faible, voire modéré tout en préconisant la réalisation de vides sanitaires de 1 mètre au dessus du terrain.

Il demande le classement de sa parcelle en zone UR (emprise au sol 10%), son terrain disposant du tout à l'égout.

OB/6 - [REDACTED] à CABRIES

Il est propriétaire de la parcelle BD 25, d'une surface de 4780 m2, divisée en 2 zones (jaune et violette). Le projet de PPRI prévoit un déclassement en rouge et violette.

Le Grand Vallat étant situé à plus de 900 mètres de sa propriété, il ne comprend pas cette situation, d'autant que son terrain a été classé, en 2017, en aléa jaune. Ce classement tenait compte de la crue de référence de 1993, plus fort événement centennal.

Lui aussi précise que des études hydrologiques et pédologiques ont été réalisés par 2 cabinets, à titre privé, à la demande d'un riverain de l'avenue Mirabel. Ils valident la zone en aléa faible, voire modéré tout en préconisant la réalisation de vides sanitaires de 1 mètre au dessus du terrain.

Demande également un classement de sa parcelle en zone UR (emprise au sol 10%), son terrain disposant du tout à l'égout.

OB/7 - [REDACTED] CABRIES

Elle est la propriétaire d'une parcelle classée en UB3 constructible que le projet PPRI prévoit de passer en rouge, aléa fort.

S'interroge quant aux dispositions prises par les propriétaires du golf de COLAS pour la lutte contre les inondations. Avant sa création, le risque d'inondation du Vallat du Thouin était faible : 40 cm par rapport à l'avaloir, situé sur le site, qui n'était pas entretenu et qui ne l'est toujours pas. Aucun lac de rétention prévu.

OB/8 - [REDACTED] CABRIES

Il sont les propriétaires d'un bien cadastré BA 87 et 89, sis au 817 avenue Mirabel, divisé actuellement en 2 zones jaune et rouge, qui seraient classées en rouge dans le projet du PPRI, correspondant, d'après l'arrêté préfectoral, au risque d'inondation provoqué par le débordement du Grand Vallat.

Les propriétaires indiquent que le Grand Vallat est situé à plus de 400 mètres de chez eux, et que le niveau altimétrique de leur bien n'a pas été pris en compte dans les modélisations effectuées par

le bureau d'études lors de l'établissement des cartes de zonages : il est en effet supérieur ou égal au niveau des propriétés voisines , classées en aléa modéré ou sans aléa.

Ils fournissent des éléments précis dans le courrier qu'ils déposent et indiquent qu'ils ont fait réalisés, en janvier et en juillet 2017, des études hydrologiques et pédologiques , par deux cabinets privés, qui valident le classement de la zone en aléa faible, voire modéré tout en précisant que le risque d'inondabilité est faible au regard de la topométrie du terrain et des parcelles voisines.

Ils sollicitent donc le maintien en « zone jaune » de la partie classée en secteur rouge par le PPRI et la prise en compte de leurs observations relatives à la bande « rouge » signalée comme incohérente de même que les études jointes.

OB/9 - [REDACTED] à CABRIES

Sa propriété, cadastrée BA180, est classée actuellement en zone jaune, aléa modéré. Le projet de PPRI prévoit qu'elle passe en rouge, au regard du risque d'inondation provoqué par le débordement du grand Vallat.

Elle indique que sa propriété se situe à plus de 300 mètres du Grand Vallat, que depuis 18 ans, aucun débordement ne s'est produit et que les anciens propriétaires, résidant sur une parcelle voisine, n'ont jamais connu de crue de puis 1962, à l'exception de 1978 mais avec des circonstances liées à une embâcle au niveau du pont de Jussieu résultant d'une négligence lors de travaux réalisés par des employés EDF.

Par ailleurs, elle fait état des résultats des expertises réalisées, en 2017, par deux cabinets privés à la demande de ses parents, [REDACTED] validant le classement de la zone en aléa faible voire modéré, tout en précisant qu'il existe des solutions (création de vide-sanitaire d'1 mètre, installation de buses avec une orientation dédiée....) pour pallier à tous risques d'inondation.

[REDACTED] sollicite donc le maintien de sa parcelle en « zone jaune ».

OB/12 - [REDACTED] à CABRIES

Celui-ci souhaite attirer l'attention sur les importantes incohérences et les nombreuses erreurs d'appréciation dans la caractérisation des enjeux et la délimitation des occupations des sols pour le secteur du quartier « le Boulard »

Il rappelle les méthodes de classement en définissant les ZZPU (zones peu ou pas urbanisées, souvent à vocation naturelle ou agricole) et cite l'article 3.1.3.1 du projet qui définit les enjeux et qui précise qu'un espace urbanisé s'apprécie en fonction de la réalité physique des lieux et que la délimitation des secteurs urbanisés se limite aux espaces strictement bâtis, ce qui n'est pas le cas dans le projet actuel.

Il indique également que l'article DG3 du PLU définit la division du territoire communal en zones et la vocation respective de chaque zone et constate que la zone UC1 (zone urbaine de campagne) est intégrée aux zones urbaines, donc déjà urbanisée.

Considérant que la nouvelle cartographie est sans fondement urbanistique et qu'elle ne tient pas compte de la réalité physique des lieux, il demande la requalification totale du quartier du Boulard et l'impasse de la Noria en AZU et non ZZPU et joint des documents à ses observations.

OB/13 - [REDACTED] à CABRIES

Cette dernière souhaite attirer l'attention sur les importantes incohérences et les nombreuses erreurs d'appréciation dans la caractérisation des enjeux et la délimitation des occupations des sols pour le secteur du quartier de la route de Violesi.

Elle rappelle les méthodes de classement en définissant les ZZPU (zones peu ou pas urbanisées, souvent à vocation naturelle ou agricole) et cite l'article 3.1.3.1 du projet qui définit les enjeux et qui précise qu'un espace urbanisé s'apprécie en fonction de la réalité physique des lieux et que la délimitation des secteurs urbanisés se limite aux espaces strictement bâtis, ce qui n'est pas le cas dans le projet actuel.

En effet la zone ZZPU du projet (figure 58, page 67 et la planche 12/15 de la carte des enjeux) englobe à tort des zones urbanisées ou fortement urbanisées en incluant même des zones d'habitations très denses comme la route de Violési.

Dans le PLU , cette zone est définie comme zone urbaine et une extension du cœur villageois de CABRIES et toutes les parcelles sont raccordées à l'assainissement collectif

Considérant que la nouvelle cartographie est sans fondement urbanistique et ne tient pas compte de la réalité physique des lieux, elle demande la requalification totale du quartier de la route de Violési en AZU et non ZZPU. Des documents sont joints à ses observations.

OB/14 - [REDACTED] à CABRIES

[REDACTED] qui a déjà déposé des observations le 14 janvier dernier, fournit des précisions et communique des documents.

Propriétaire des parcelles CA 241, 242, 243, 244 et 245 d'une superficie de 6283 m2 situées en zone UR du PLU et classées actuellement en aléa modéré (jaune) et desservis par les réseaux eau, assainissement et EDF. Il avait obtenu un PC pour sa fille en 2008 mais non mené à son terme pour des raisons de santé.

Distant de moins de 100 mètres du village de CABRIES et entourés de maisons, il ne peut entendre que ses parcelles soient maintenant situées en zone ZPPU, d'autant que des propriétés limitrophes (CA103,1207, 109), plus éloignées du centre urbain, demeurent en zone constructible.

Il souhaite un nouvel examen en vue d'un classement de ses parcelles en zone constructible.

OB/15 - [REDACTED] LES PENNES-MIRABEAU - [REDACTED] LA CIOTAT

Propriétaires de la parcelle BM290, 3261 route de Violési, un permis d'aménager leur a été accordé le 17 juillet 2019 mais le projet n'a pas été réalisé en raison d'un avis défavorable de la DDTM 13 pour risque d'inondabilité.

Leur terrain se trouve en extrême limite de la zone à risque définie par le PPRI et ce, par un malheureux croisement entre AZU et un aléa dit modéré extrêmement faible.

Un rapport d'expertise du cabinet INGEROP est joint aux observations. Dans les conclusions, il est stipulé que l'analyse de la cartographie ayant servi de base à la réalisation du PPRI, permet de constater que la zone est concernée par un « aléa inondation modéré-hauteur extrêmement faible ».

En effet les hauteurs d'eau et les vitesses existantes lors de l'événement de référence restent très basses (respectivement <2cm et <0/2 m/s) sur une grande partie de la parcelle.

Pour que le projet envisagé ne soit pas vulnérable, INGEROP préconise une implantation des maisons en dehors des zones impactées par l'aléa (coin sud-ouest) , une surélévation des planchers habitables et les accès au-dessus du niveau NPHE+20cm et une construction sur un vide-sanitaire ouvert inondable.

Au regard de ces éléments et en s'engageant à appliquer les préconisations du rapport hydraulique, [REDACTED] demandent que leur parcelle soit reclassée en zone AZU, précisant que la maire de la commune et son adjoint à l'urbanisme ne sont pas hostiles à leur projet. Des documents sont joints à leurs observations dont un rapport établi par leur avocat.

OB/16 - [REDACTED] CABRIES

Ce dernier, propriétaire de la parcelle BM40, située sur la planche 12 du projet, souhaite qu'une erreur soit corrigée concernant la topologie de son terrain qui , selon lui, fausse la cartographie des aléas et par conséquent, le zonage qui en découle : sa parcelle doit être hors du champ des risques d'inondation (ou en minima en risque résiduel) et non dans la « zone réglementaire rouge » affichée sur le projet.

Il détaille le positionnement exacte de sa parcelle et ses caractéristiques géographiques et indique que les habitations récentes et les travaux réalisés pour l'écoulement de l'eau, n'ont pas été pris en compte dans la nouvelle cartographie puisque certaines constructions n'existaient pas au moment des relevés, tout en précisant que maintenant, l'eau s'écoule maintenant par l'impasse Bastides GOURIAN et ne pourrait plus envahir sa parcelle, significativement plus haute.

Sa parcelle doit accueillir 4 villas avec garages et piscines pour lesquelles un permis a été demandé en 2016. Pour lui, sa demande étant préalable à la promulgation du PPRI, de plusieurs années, cette zone, actuellement classée en « Aléa modéré (H<20cm » ne peut donc pas être classée en zone rouge, mais en zone réglementaire « bleu clair AZU » d'autant que les parcelles BM315 et BM 317 sont maintenant construites, contrairement au cadastre pris en compte pour l'élaboration du projet.

remet des documents, dont un plan topographique des lieux réalisé par un cabinet de géomètres experts.

OB/17 - CABRIES

Propriétaire de la parcelle BM248, implantée en zone ZZPU et impactée en rouge par deux fois, dans sa partie haute et dans sa partie basse, ce dernier considère que ce classement ne correspond plus du tout à la réalité, l'urbanisation actuelle de la route de Violesi étant très importante.

Pour sa parcelle, en l'état actuel des choses, les aléas pourraient aller de « très fort à moyen ». Au regard des travaux réalisés sur sa parcelle et au niveau de sa maison (butte de 1,30m au dessus du fond Vallat Sec , maison à plus de 2,50m et annexes à plus de 1,60m), il estime que le risque d'inondation pourrait être considéré comme « modéré à résiduel, voir sans risques ».

Il constate également une disparité de traitement entre la zone haute de la route de Violesi, classée en rouge, alors que celles situées en aval, recevant de façon tout à fait naturelle plus d'eau, sont classées en « bleu clair » et même pour certaines en « violet ».

souhaite donc le casement de sa parcelle en zone AZU, avec un risque modéré pour sa partie basse, et sans aucun risque ou risque résiduel pour sa partie haute. Il joint des photographies à ces observations.

OB/18 - CABRIES

Propriétaire de parcelle BM 326, située en bordure du ruisseau d'Argème, dans sa partie amont, il n'a jamais observé, en 35 ans, le moindre débordement. Celui-ci est alimenté par un bassin versant de faible surface et ne comprend pas que le règlement des zones inondables fortes d'applique à ce secteur.

OB/19 - SAINT GENIS LAVAL et CABRIES.

Propriétaire des parcelles BI 99,103,116,117,118 et 119 au titre de l'OAP Les Moulières de Pagnol, ce dernier indique qu'il est totalement exagéré de prendre un risque d'inondation fort sur ces parcelles.

En justification, il cite un rapport d'étude géotechnique réalisé en 2017 par la société SOL-ESSAI suite à des sondages de 3,75m, des essais de pénétrations statique lourde poussés au refus entre 1,30m et 7,10m, 1 forage de 8 m démontrant la présence de sols limoneux-sableux permettant une circulation d'eau à une profondeur de 2 mètres

Le ruisseau qui longe l'avenue Marcel Pagnol est parfaitement entretenu un débordement et canalise l'eau vers l'aval sans aucun débordement. Le constat humain, basé sur 3 générations (plus de 100 ans) montre qu'aucune inondation n'a été constatée sur cette période.

Observations portées sur le registre numérique « www.registredemat.fr/ppricabries »

RN/1 - : [REDACTED] à CABRIES

Cette personne s'est présentée lors de la permanence du 13 janvier 2022 et a formulé les mêmes observations, répertoriées **OB/01**.

RN/2 - [REDACTED] 13170 LES PENNES-MIRABEAU

[REDACTED] 13600 LA CIOTAT

Ces derniers, sur les conseils de leur avocat, ont déposé les mêmes observations que celles qu'ils ont formulées le devant le commissaire-enquêteur, le 04 février 2022 et répertoriées **OB/15**

RN/3 - [REDACTED] 13480 CABRIES

Observation incomplète déposée sur le registre numérique, remplacée par une autre (RN/4) détaillée ci-dessous.

RN/4 - [REDACTED] 13480 CABRIES

Propriétaire de la parcelle BM 229P, implantée en zone ZZPU et impactée en rouge par deux fois, dans sa partie haute et dans sa partie basse jouxtant le Vallat Sec, ce dernier considère que ce classement ne correspond plus du tout à la réalité, l'urbanisation actuelle de la route de Violesi étant très importante.

Pour sa parcelle, en l'état actuel des choses, les aléas pourraient aller de « très fort à moyen ». Au regard des travaux réalisés sur sa parcelle et au niveau de sa maison (butte plus de 1 m au dessus du fond Vallat Sec , maison à plus de 2,50m et annexes à plus de 1,60m), il estime que le risque d'inondation pourrait être considéré comme « modéré à résiduel, voir sans risques ».

Il précise que la piscine, le local technique et une partie de son terrain, bien plus bas que la maison et le garage, sont identifiés en zone non inondable .

Il constate également une disparité de traitement entre la zone haute de la route de Violesi, classée en rouge, alors que celles situées en aval, recevant de façon tout à fait naturelle plus d'eau, sont classées en « bleu clair » et même pour certaines en « violet ».

[REDACTED] souhaite donc le casement de sa parcelle en zone AZU, avec un risque modéré pour sa partie basse, et sans aucun risque ou risque résiduel pour sa partie haute. Il joint des photographies à ces observations.

Il souhaite qu'il en soit de même pour les parcelles BM 248, 228 et 58 appartenant à ses voisins

III - OBSERVATIONS DEPOSEES PAR LES « PERSONNES ET ORGANISMES ASSOCIES » (P.O.A)

- La chambre d'agriculture des Bouches du Rhône :

Cette administration souhaite que soient prises en compte les spécificités de l'activité agricole et des constructions nécessaires à celle-ci.

- Syndicat d'aménagement du Bassin de l'Arc (SABA)

Le SABA tient à rappeler que les zones inondables n'ont pas à être urbanisées. Il précise que même si PPRI et SAGE vont dans le même sens et sont compatibles, ce dernier va plus loin et affirme sa position de prendre en référence le lit majeur hydrogéomorphologique et interdit, par

ailleurs, tout dépôt de remblais en zones inondables.

- Département des Bouches du Rhône

Dans le cadre de destructions ou de dégâts des infrastructures routières , le département sollicite, au regard de sa compétence, l'autorisation de pouvoir réaliser tous les travaux et réparations utiles sur les voies routières.

- Mairie de CABRIES

Le conseil municipal de CABRIES, dans une délibération en date du 28 septembre 2021, donne un avis favorable au projet du PPRI mais l'assortit de réserves liées à :

- l'adaptation de la définition des enjeux au zonage PLU à la nécessité de sortir de l'état de carence en matière de logements sociaux. Le conseil constate que dans plusieurs secteurs de la commune, le croisement entre la caractérisation en ZZPU au lieu de AZU et l'aléa ne favorise pas le programme de logement sociaux imposé par l'Etat, alors même que l'aléa est modéré et que les parcelles voisines des secteurs concernés sont parfois largement bâties (Grandes Terres, Violesi, Pied du village). La commune demande de revoir sinon l'opportunité des ZZPU sur certaines zones, du moins l'autorisation de construction en ZZPU avec prescriptions lorsque l'aléa est modéré.

- la parcelle cadastrée AM 173. La commune souhaite y réaliser une construction de type halle transparente de quelques 1000 m2. Cette parcelle occupe une position centrale, jouxtant le village, l'école et la maison des associations.

IV – OBSERVATIONS ET QUESTIONS DU COMMISSAIRE-ENQUETEUR

31- OBSERVATIONS

Au regard des différents entretiens du commissaire-enquêteur et des observations recueillies, il ressort que le changement de classement des parcelles au regard des aléas, beaucoup passant en zone inconstructible, est incompréhensible pour la grande majorité du public.

Même si la nécessité de la mise en place d'un PPRI sur la commune n'est pas remise en cause, les déposants regrettent les méthodes d'établissement des cartes et les critères de définitions des zones .

Beaucoup soulignent et s'étonnent qu'il n'ait pas été tenu compte des données géographiques physiques, des travaux réalisés par certains propriétaires pour faciliter l'écoulement de l'eau et de la forte évolution de l'urbanisme dans certaines zones, toujours classées en ZPU, alors qu'elles sont devenues fortement urbanisées.

32 - QUESTIONS DU COMMISSAIRE-ENQUETEUR

Zone de la route de Violesi : plusieurs propriétaires de parcelles situées dans la partie haute de la route de Violesi s'interrogent sur le nouveau classement du PPRI. Des travaux ont été réalisés, à titre privé, pour faciliter l'écoulement naturel de l'eau et des dispositions ont été prises pour protéger les habitations (enrochements, vide-sanitaires....). Cette zone, classée ZPPU, est maintenant fortement urbanisée, certaines constructions étant encore en cours de réalisation, ce qui peut interroger. Par ailleurs, d'un point de vue topographique, la partie supérieure de ce quartier est situé sur un point haut et donc, une pente naturelle existe. Au regard de ces éléments, est-il envisagé un nouvel examen en vue d'une modification du classement actuel (ZZPU en AZU) et de revoir l'aléa pour certaines parcelles ?

Route de Violesi (image G.H de 09/14)
NB : urbanisation plus importante en 2022



Extrait carte zonage réglementaire du projet PPRI pour la route de Violési

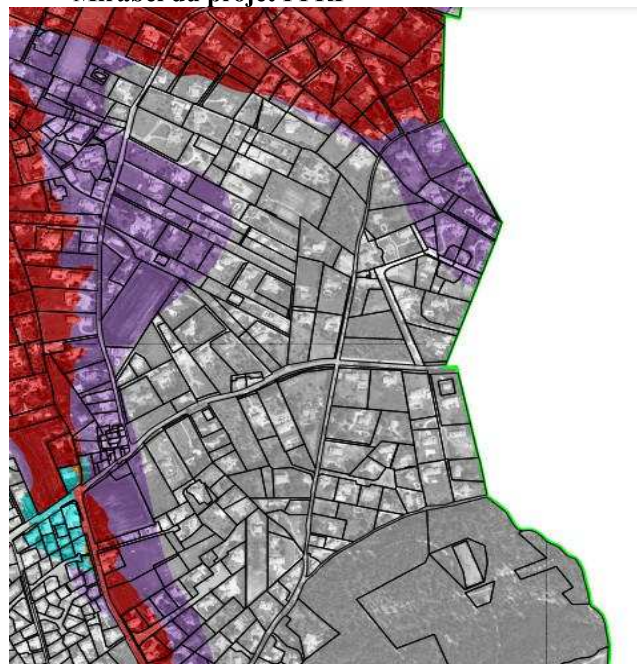


Zone de l'avenue de Mirabel : plusieurs propriétaires de parcelles sises avenue de Mirabel, situées entre 400 et 900 mètres du Grand Vallat, classées en 2017, après prise en compte de la crue de référence de 1993, en « jaune » ou « violet ». Certains d'entre-eux ont fait réaliser, à titre personnel, des expertises études hydrologiques et pédologiques par des cabinets privés. Ces derniers valident la zone en aléa faible, voire modéré tout en préconisant la réalisation de vides sanitaires de 1 mètre au dessus du terrain lors des futures constructions. Pourrait-il être envisagé, au regard de ces éléments, de procéder à une nouvelle étude pour cette zone ?

Avenue Eugène Mirabel (image G.H de 09/14)
NB : urbanisation plus importante en 2022



Extrait carte zonage réglementaire avenue Eugène Mirabel du projet PPRI



V - CLOTURE

- Une copie des notes et observations portées sur le registre, ainsi que des documents remis au commissaire-enquêteur lors de ses permanences ont été adressées, par voie informatique et pour exploitation, à la DDTM 13. Elles sont disponibles sur demande dans leur version papier, et seront jointes, en annexes, au dossier d'enquête.

- Pour mémoire, conformément à l'arrêté préfectoral du 13/12/21, le registre d'enquête sera remis à la Préfecture des Bouches du Rhône, Direction de la Citoyenneté, de la Légalité et de l'Environnement, Bureau de l'Utilité Publique, de la Concertation et de l'Environnement, Place Félix BARET, 13282 MARSEILLE Cédex 06.

- Conformément à l'article 5 du même arrêté préfectoral, rédigé en application de l'article R123-18, la DDTM 13, responsable du projet, transmettra au commissaire-enquêteur ses observations éventuelles aux questions posées ci-dessus, **sous un délai de 15 jours.**

Établi le 21 février 2022 par le commissaire-enquêteur

Remis et commenté par le commissaire-enquêteur soussigné, au siège de la DDTM 13, à monsieur Cyril VENEZZIANO-BROCA.

Pour le maître d'ouvrage
Pris connaissance le 22 février 2022

Le Commissaire-Enquêteur
Remis et commenté le 22 février 2022

Cyril VENEZZIANO-BROCA

Jacques OGUER